

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À Strasbourg, 18 avril 2023,

#Fitfor55 #Paquetclimat

BIENTÔT DES GILETS JAUNES DANS TOUTE L'EUROPE ?

Le Parlement européen réuni en session plénière à Strasbourg vient de valider l'extension du marché carbone aux secteurs du bâtiment et des transports routiers pour les particuliers.

Alors que l'inflation fait rage, la délégation France insoumise dénonce cette mesure qui ignore l'alerte des gilets jaunes et entraînera une augmentation des coûts de l'essence et du chauffage qui étranglera encore davantage les ménages européens.



*Pour l'instant limité aux industriels, le marché carbone s'appliquera désormais en effet à l'essence et au fioul domestique. Les citoyens européens vont être toujours plus nombreux à devoir choisir entre remplir leur frigo, leur chaudière ou leur voiture. **L'Union européenne a donc franchi une ligne rouge en décidant de faire payer le coût de la transition écologique aux ménages les plus populaires qui ne disposent pas d'une alternative propre.** Le marché carbone et ses multiples failles s'était déjà révélé totalement inefficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des industriels. Mais à l'irresponsabilité climatique de ce dispositif, **l'Europe ajoute désormais l'injustice sociale. C'est la meilleure manière de voir surgir les Gilets jaunes sur les ronds-points européens.***

*La facture s'annonce en effet salée. Les eurodéputés Macronistes du groupe Renaissance, qui considéraient eux-mêmes initialement cette extension comme "une ligne rouge", nous assurent désormais qu'elle sera indolore pour les Français-es. Mais l'instauration d'un plafond théorique à 45 euros par tonne d'émission du Co2, correspondant à ce qui est déjà en application en France, est un leurre. **Les modélisations de plusieurs spécialistes estiment en effet que les prix de la tonne carbone oscilleront en réalité plutôt entre 100 et 300 euros.** A titre d'exemple, 200 euros la tonne équivaut à 47 centimes en plus par litre d'essence.*

*La délégation France insoumise au Parlement européen a donc voté contre cet accord qui ignore l'alerte des gilets jaunes : **les classes populaires ne doivent pas avoir à payer pour la pollution des plus riches et l'inaction climatique de leurs dirigeants. Nous restons plus que jamais mobilisés pour défendre une écologie populaire qui allie enfin justice sociale et justice écologique.***

La délégation France insoumise au Parlement européen